

Paris, le 22 janvier 2009

Rassemblement unitaire pour le logement le 27 janvier devant l'Assemblée Nationale

Alors que le projet de loi de « mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion » sera examiné à l'Assemblée Nationale, les associations de locataires, des organisations syndicales et des associations oeuvrant dans le domaine de la solidarité et de la citoyenneté s'unissent pour interpeller les députés. Dans une lettre adressée à chacun d'entre eux, le collectif leur fait part de son refus du projet de loi. Ces organisations se rassembleront également devant l'Assemblée Nationale le 27 janvier, à 17h, place Edouard Herriot.

Le logement connaît une crise sans précédent. Un nombre croissant de ménages, des plus modestes aux classes moyennes, rencontre des difficultés pour pouvoir accéder et/ou se maintenir dans leur logement. Le mal logement et la précarité progressent aussi. Plus de 3.3 millions de personnes ne sont pas logés dignement. Malgré ce contexte alarmant, l'État accentue son désengagement financier et le gouvernement propose un projet de loi de « mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion » qui ne répond en rien à l'urgence des besoins des ménages.

En effet, non seulement les dispositions du projet de loi sont largement insuffisantes, mais elles aggraveront la situation. Elles précariseront davantage les populations fragiles en facilitant les expulsions et en modifiant le droit au maintien dans les lieux pour les locataires du logement social. Ce projet de loi remet en cause le principe de mixité sociale en incitant à la création de ghettos par le biais de la convention d'utilité sociale et l'abaissement des plafonds de ressources.

Il est urgent de bâtir une politique du logement capable de renforcer la cohésion sociale et d'apporter des garanties à toutes les générations. Les organisations appellent donc au rassemblement le plus large le 27 janvier, devant l'Assemblée Nationale, afin de faire pression sur les députés pour qu'ils refusent le projet de loi de « mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ».

Les organisations exigent :

- La mise en place de moyens budgétaires et financiers permettant dès 2009 de mettre en place des mesures d'urgence pour produire plus de logements sociaux
- Un meilleur encadrement des loyers
- La revalorisation des aides personnelles pour rattraper la perte de pouvoir d'achat
- Le refus de la ponction opérée sur le 1% logement en mettant en place une gestion des fonds par les partenaires sociaux
- La mise en place d'un grenelle de l'habitat

Les organisations :

AFOC, CGL, CLCV, CNL, CSF, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Advocacy France, DAL, JOC, LDH, UNHA]